

# La Suisse réduit ses émissions de CO2 mais reste loin du compte

Article du “Matin Dimanche” paru le dimanche 17 mai 2026  
**Patrick Monay** selon entretien avec Philippe Thalmann

**Réchauffement climatique** : Selon l’inventaire des gaz à effet de serre, nos rejets annuels ont baissé d’un quart depuis 1990

**Philippe Thalmann**

**Directeur du Laboratoire d'économie urbaine et de l'environnement à l'EPFL**

Entre 1990 et 2024, la Suisse a réduit ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 27,3%. Cette statistique publiée le mois dernier par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) paraît réjouissante. D'autant plus que la population a explosé durant la même période, passant de 6,7 à 9 millions d'habitants.

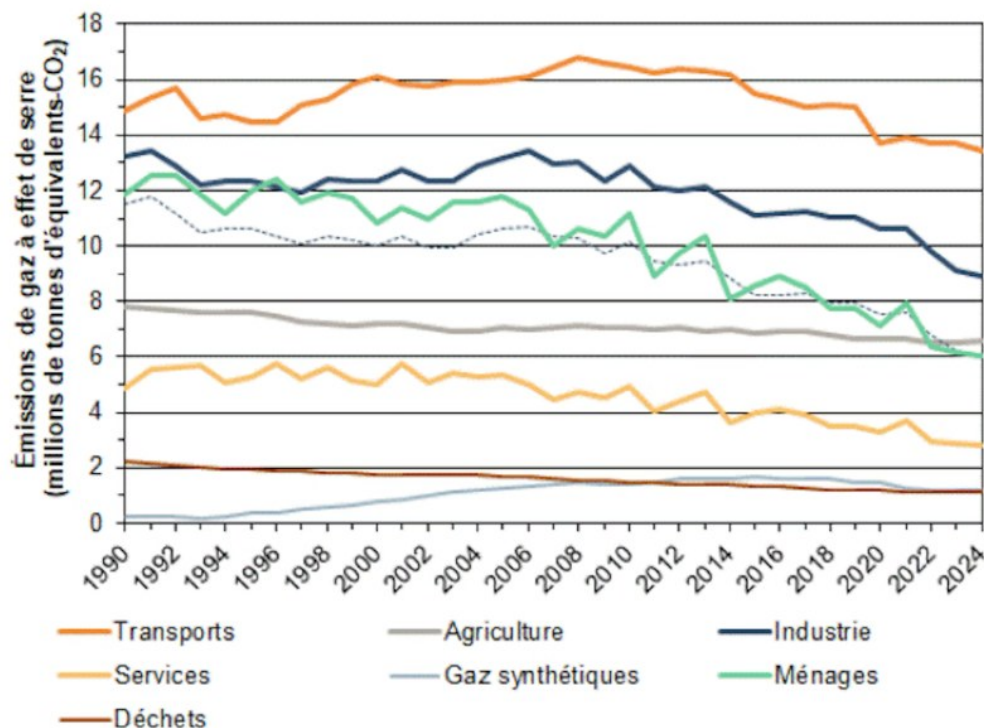
Peut-on en conclure que notre pays est sur la bonne voie dans la lutte contre le réchauffement climatique? S'il salue cette évolution, Philippe Thalmann, directeur du Laboratoire d'économie urbaine et de l'environnement à l'EPFL, estime que la Suisse reste loin du compte.

Cet expert reconnu insiste sur les effets insidieux du CO2, qui constitue près de 80% des GES émis. «Quand une pollution diminue, explique-t-il, c'est en général une amélioration. Moins de bruit, moins de pollution de l'air, etc. Le CO2 est spécial dans la mesure où il a une durée de vie extrêmement longue et

s'accumule dans l'atmosphère. Tant que vous émettez du CO<sub>2</sub>, vous augmentez la concentration et renforcez l'effet de serre. C'est seulement quand on sera à zéro émission qu'on pourra dire que le problème est en passe d'être résolu.>>

Cette neutralité carbone, la Suisse espère l'atteindre d'ici à 2050. Tel est l'objectif fixé dans la loi sur la protection du climat, approuvée en 2023. «On suit globalement la trajectoire pour y arriver, observe le Pr Thalmann. Mais en 2050, c'est beaucoup trop tard. Un pays comme la Suisse devrait y arriver dans cinq ans. Or, en partant du niveau d'émissions actuel, ce n'est tout simplement pas possible.>> Tour d'horizon.

## Répartition des émissions de gaz à effet de serre de la Suisse par secteurs



## Bâtiments

C'est dans ce secteur, qui comprend les ménages et les services, que la baisse des émissions de GES s'avère la plus importante: 47% de moins qu'en 1990. On la doit à l'assainissement énergétique des maisons et des immeubles, facilité par les progrès techniques et les aides étatiques. Reste que les bâtiments génèrent encore 22% des rejets de GES. «On suit la courbe relativement ambitieuse fixée par la législation, relève Philippe Thalmann. La suite va être difficile, car il reste beaucoup de propriétaires âgés ou qui manquent de moyens pour investir. De plus, on risque d'avoir des soucis de main-d'œuvre, sur-tout si l'on veut continuer à construire pour répondre à la demande de logements.>>>

## Transports

Voitures, motos, camions: la réduction des GES n'est ici que de 10% par rapport à 1990. Avec 13,4 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (éq. CO<sub>2</sub>) en 2024, soit 33,5% du total, les transports représentent la principale source d'émissions de notre pays. "Ce secteur ne parvient pas à suivre sa trajectoire beaucoup moins ambitieuse», decode le spécialiste de l'EPFL. Paradoxal, au vu des progrès spectaculaires de l'industrie automobile, notamment avec des moteurs nettement moins gourmands en carburant que par le passé.

Cela est dû à l'accroissement du nombre de véhicules en circulation, mais aussi à l'effet rebond»: «On a profité des économies techniques pour s'offrir des voitures plus lourdes,

plus grosses, et pour faire plus de kilomètres. Cela neutralise une bonne partie du progrès réalisé » D'où une certaine déception dans ce domaine: «Le volume des émissions de CO2 aurait pu baisser beaucoup plus.» Pourtant, Philippe Thalmann reste optimiste au sujet de la décarbonation de la mobilité. «Les voitures électriques, en particulier les modèles chinois bon marché, nous aident. Ça peut aller très vite.>>>

## **Aviation**

C'est le point noir cité par l'expert lausannois. «L'efficacité des appareils, l'organisation du trafic et la tarification dynamique ont fait chuter les prix au cours des dernières décennies, rappelle-t-il. Voyager en avion est devenu banal. Or, les émissions de GES dues au transport aérien sont particulièrement nocives. «En brûlant du kérosène à haute altitude, on considère que l'effet de réchauffement est trois fois plus important que celui des carburants brûlés sur les routes.>> Résultat: en termes d'impact sur le climat, il convient de multiplier par trois les rejets de GES provoqués par nos vols à l'étranger. En 2024, ils représentaient 5,5 millions de tonnes d'éq. CO2. Si l'on triple ce chiffre, on constate que «l'aviation devient l'impact climatique le plus élevé des Suisses», souligne le Pr Thalmann.

**<<Ce qu'on va faire en Suisse ne va rien changer au climat. Le monde entier doit s'y mettre aussi. Mais chaque tonne de CO2 compte.»**

À noter que les émissions du transport aérien ne sont pas prises en compte dans le total des rejets domestiques de GES (40,1 millions de tonnes en 2024). En revanche, elles le sont dans l'objectif de zéro net d'ici à 2050, ce qui risque de rendre plus ardu encore le chemin pour y parvenir.

## Importations

Si l'on considère les émissions de CO<sub>2</sub> par habitant à l'intérieur du pays (3,5 tonnes en 2024), la Suisse se situe au niveau de la France et fait largement mieux que les États-Unis, par exemple (14,2 tonnes). Mais à l'image du transport aérien, les choses se gâtent hors de nos frontières. Philippe Thalmann: <<<Comme nous importons énormément, en particulier la moitié du fourrage et des denrées alimentaires que nous mangeons, notre empreinte carbone totale est environ trois fois plus élevée que les 40 millions de tonnes comptabilisées sur notre territoire.>>>

## Que faire pour limiter ces émissions?

Chacune et chacun peut agir, assure l'économiste. «Je ne peux pas décider, comme individu, combien de gaz à effet de serre sont émis par l'armée ou par les services publics. Ce que je contrôle, c'est ma propre consommation, notamment la viande, mais aussi mes déplacements, etc.>>>

À l'échelle du pays, parmi les mesures possibles, Philippe Thalmann cite la renaturation des marais. <<Les zones humides stockent énormément de CO<sub>2</sub>. Ce sont les meilleurs puits de carbone qu'on puisse imaginer, plus efficaces encore que les forêts.>> À condition bien sûr de les mettre dans la balance avec les besoins de l'agriculture et de l'habitat.

<<<Nous devons redoubler d'efforts, plaide notre interlocuteur. Ne soyons pas naïfs: ce qu'on va faire en Suisse ne va rien changer au climat. Le monde entier doit s'y mettre aussi. Mais chaque tonne de CO2 compte. Chaque tonne de plus rejetée dans l'atmosphère a un impact sur le réchauffement, ce d'autant plus que la concentration de gaz à effet de serre augmente.>>>